

**Mali - République centrafricaine -  
Entretien de M. Jean-Marc Ayrault,  
ministre des affaires étrangères et  
du développement international,  
avec «Europe1»  
(Paris, 05 janvier 2017)**

(...)

Q - Cela fait beaucoup de chaos : l'Irak, la Libye, la Syrie...

R - Ce sont les leçons qu'il faut tirer, vous avez raison de le dire. D'ailleurs, lorsque la France est intervenue au Mali - je me souviens très bien, ayant participé à ce conseil de défense comme Premier ministre aux côtés du président, le 11 janvier 2013 - c'était à la dernière minute, à l'appel des autorités du Mali : «on va être envahi par les terroristes», si nous n'étions pas intervenus, en quelques heures ils étaient à Bamako.

Donc, il fallait cette intervention militaire, mais en même temps, il y a eu tout de suite la préparation d'une solution politique. Ce furent les accords d'Alger. Les accords d'Alger, c'est ce qu'il faut faire maintenant. Le gouvernement malien -qui doit d'ailleurs organiser une conférence d'entente nationale dans les prochaines semaines - a engagé des réformes qu'il faut poursuivre - et c'est difficile - pour le Nord-Mali, notamment pour les populations touarègues, afin de les intégrer à la gouvernance du Mali. Il y a eu des réformes qui ont déjà été votées. Il y a aussi l'aide l'Union européenne à la formation d'une armée malienne. Tout cela est en cours.

C'est-à-dire que, là, à la différence des autres exemples que nous avons cités, la France ne s'est pas engagée. Ensuite, le relais a été pris par la Force des Nations unies, la MINUSMA, pour que l'on ne se contente pas d'une intervention militaire mais qu'on pense à la solution politique. Et avec des élections. C'est-à-dire que tout cela a été ratifié par le peuple malien qui a élu un président de la République, une Assemblée nationale. Je pense que, là, nous sommes dans une cohérence.

On a une autre intervention du même type où la France a été amenée à intervenir pour éviter un bain de sang entre communautés, c'est la République centrafricaine. Opération extrêmement difficile. Il y a aujourd'hui une autre opération des Nations unies, les casques bleus, la MINUSCA. Mais il y a eu ensuite des élections après l'intervention française, des élections présidentielles, des élections législatives, tout cela dans un ordre constitutionnel absolument impeccable. Je suis allé moi-même représenter la France à l'installation du président Touadéra. Nous sommes dans un cercle vertueux.

Par contre, pour la RCA, les problèmes sont d'une autre nature. C'est : comment réussir cette étape nouvelle pour la République centrafricaine qui n'a pas d'État ? Comment l'aider à avoir une police ? Comment l'aider à avoir une armée ? Comment l'aider à avoir une gouvernance inclusive, notamment pour réconcilier ceux qui se sont affrontés ? Et puis comment, aussi, permettre à la République centrafricaine - et c'est l'un des grands problèmes de l'Afrique - de se développer. (...)/.